SIG Languedoc-Roussillon*

Compte rendu n°2
GT “SIG télécom”
07 juin 2012

Lieu : Maison de la Télédétection - Salle Ecureuil

Participants	Organisme
Jean-Jacques ADER	CG34
Silvan COSTE	SIG L-R
Clément DIOT	SIG L-R
Lorédane CUFFOLO	CRIGE PACA
Laurent Raybaud	NOVAE
Vincent CHRISTOPHE	CG48
Marylise BROISE	CA Montpellier
Laurent PIGACHE	SIG L-R
Fabrice Urville	PMCA
Kevin ROHART	PMCA
Christophe BOUVILLE	CG66
Philippe MATHONNET	SGAR LR
Gabriel CAUSERA	CA Béziers MED
Rémy CLARAC	CCGPSL
Marie-Gil SEPTFONDS	CANM
Sébastien MONTE	CG30
Olivier LAGAILLARDE	SIG L-R

Rédacteur: Clément DIOT / Silvan COSTE / Olivier LAGAILLARDE
Validé par le président : oui
Diffusion:
groupe de travail SIG télécom

En préambule, tous les participants sont remerciés pour s'être déplacés pour cette deuxième rencontre du groupe de travail "SIG télécom" en Languedoc-Roussillon.
Une deuxième réunion qui intervient plus d'un an après la réunion de lancement de mai 2011. Un laps de temps relativement important mais consécutif à la mise en place d'un chef de projet chez SIG L-R et de la prise en main du sujet.
Le premier voeu énoncé porte sur l'espoir que le groupe travail SIG télécom puisse constituer dans l'avenir un socle solide pour former une communauté régionale autour de la thématique "information géographiques et télécommunications" en Languedoc-Roussillon.

Ordre du jour

- Présentation du contexte régional et des enjeux d'un SIG régional
- Présentation des données en possession de SIG L-R et celles restant à collecter
- Enjeux de la structuration des données infrastructures télécoms
- Présentation de Gr@ce et débat autour de l'opportunité d'entrer dans cette dynamique
- Tour de table sur les attentes des membres du GT
- Objectifs identifiés

1. Présentation du contexte régional et des enjeux d'un SIG régional

Philippe Mathonnet présente le contexte général avec le plan national THD (voir ppt).
Au niveau régional un débat s'installe entre les agglomérations et les opérateurs sur les zones péri-urbaines de Moyenne Densité et sur la priorité à accorder aux ZAE (Objet de la CCRANT du 28/06/2012).
La Lozère est hors SDAN (Schéma finalisé et qui sera ensuite harmonisé avec les autres départements). Les schémas d'ingénierie a élaborer, étape suivant la finalisation du SDAN régional, le seront à l'échelle départementale (pour le CG 34 objectif fin 2012 pour le vote du SI).

Il rappelle que le module "SIG télécom" a pour vocation de s'insérer dans la future infrastructure IDG SIG L-R.

Afin de mettre toutes les collectivités sur le même plan de conscientisation, les enjeux de la création d'un SIG télécom régional sont présentés par Philippe Mathonnet et Olivier Lagaillarde (voir PPT).

A ce stade, une remarque est faite par l'un des membres du GT concernant l'importance de disposer de données avec une localisation précise et le fait de pouvoir connaître l'état des fourreaux (état d'occupation). Il lui est répondu que ceci est un des buts recherchés par la création d'un SIG télécom et plus spécifiquement de la structuration des données des infrastructures télécoms, un des chantiers qui occupera le groupe de travail SIG télécom.
Le retour d'expérience de Num'hérault, témoigne que la collaboration avec VNF et ERDF a permis d'économiser 300 km de tranchées sur 1000, à 40 à 80 euros le m linéaire et que, effectivement, une connaissance géolocalisée des différents réseaux est une bonne chose.

2. Présentation des données en possession de SIG L-R et celles restant à collecter

Les données de FTO ont été reçues et traitées par SIG L-R. Elles sont mises à disponibilité des collectivités par SIG L-R sur la base d'une convention produite par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et à retourner signée au conseil régional du LR. Les données sont disponibles au téléchargement sur la plate-forme régionale SIG L-R : http://www.data.siglr.info/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=54&Itemid=58.
Une rapide présentation des différents traitements effectués sur les données est faite afin de noter que cela correspond à une charge de travail conséquente, et que la mutualisation de ce traitement au niveau régional (en attendant que les données reçues de la part des opérateurs soient "formatées" et avec un degré de précision acceptable) est appréciable.

Gabriel Causera, témoigne également sur le fait que les données de FTO, dans l'état actuel des choses, ne peuvent servir que dans un but de support, d'illustration ou d'information générale car rien de coïncide avec les récolements, il n'y a pas de catalogage, ni de métadonnées.

Le processus de la livraison des données livrées par FTO : la mise à jour des données LME nécessite que les Préfectures de département mettent à jour les points d'intérêts vitaux (PIV) tous les 6 mois et les envoient aux opérateurs qui ensuite doivent livrer les données expurgées. Il existe des PIV uniquement sur le Gard et l'Hérault. Doit s'appliquer aussi pour SFR et Bouygues à partir de juillet 2012.

Présentation des données à receuillir dans ppt

1) Données Télécom

Hormis, FTO et BT (mise à jour partielle de Nîmes et Montpellier), nous n'avons toujours pas à notre disposition les données de SFR, FREE, Numéricable, BT (complément?). Ceci concerne la demande LME infrastructures.
Concernant la demande LME services (essentiellement FTO), nous ne possédons pas non plus les données.
Le Conseil Régional LR est habilité pour faire les demandes, il est attendu de sa part une confirmation des demandes effectuées, concernant ces deux points.

Le réseau Pegase est à récuperer pour la ville de Montpellier aupres de la mairie, et le reste de l'agglo aupres de la CAM, qui va par ailleurs cartographier prochainement le réseau en extrayant les données de NetGéo avant fin 2012.
Un réseau existe sur Mende : nous allons nous rapprocher des membres SIG LR afin de voir comment récupérer ces données.
Le réseau "la fibre du sud" (complémentaire de num'herault) fait aussi parti des nouvelles données à recouvrir et listées par le GT.
Dans le Gard, une pose de fibre optique est en cours entre Nîmes et Alès.

Autres données, voir PPT.

2) données non télécom

ERDF en Lozère a fourni son réseau au Conseil Général mais les données fournies sont soumis à une telle restriction qu'il ne peut pas les exploiter.

Il est évoqué le guichet unique DICT pour avoir accès aux données des différents réseaux. L'ambition et la vocation du guichet est de posséder dans ses bases de données les différents réseaux vectorisés (essentiellement à risque). Le calendrier semble lointain quant à l'atteinte de cet objectif. En attendant, le fonctionnement du guichet consiste à imposer à tout MOA de consulter le guichet. Ce dernier retourne la liste des gestionnaires dans la zone des travaux déclarée. A la charge du MOA de contacter ces gestionnaires afin de savoir précisément si ses travaux ne va pas impacter les réseaux.

Etant donnée l'échéance lointaine du dispositif (sans connaître non plus précisément la possibilité d'accéder à la donnée), il est donc nécessaire de procéder différemment s'il on veut connaître les réseaux mobilisables pour le futur déploiement du THD. Dans cette optique, il est donc décidé d'organiser une réunion avec les principaux gestionnaires de réseaux du Languedoc-Roussillon afin de convenir des modalités et du processus d'accès à leurs données et de présenter les avantages que ces derniers pourraient retirer de la démarche de mutualisation.

Concernant les données "stratégiques", c'est à dire, les données nécessaires pour planifier le déploiement du THD et faire en sorte que celui-ci aille en priorité au

développement économique, il est clairement identifié qu'un recensement précis (à différentes échelles) des zones d'activités économiques, soit réalisé. La compétence semble essentiellement revenir aux EPCI, mais certain départements semblent également disposer des informations (CG34).
La gamme d'informations doit être relativement précise, comme le type d'activité des entreprises par exemple, afin de pouvoir évaluer le besoin en bande passante. Le CG66 se reporte sur les communautés d'agglomération. Les agglomérations doivent être en possession de ces données sur leur territoire, avec des données attributaires complètes.

3. Enjeux de la structuration des données infrastructures télécoms et débat autour de l'opportunité d'entrer dans la dynamique Gr@ce.

L'hétérogénéité des données télécoms (en termes de format et de données attributaires) reçues dans le cadre de l'élaboration du SDAN démontre qu'une action doit être entreprise pour un gain sur plusieurs niveaux.

En Aquitaine (CR) cette action a été entreprise depuis 2009 avec le projet Gr@ce; Aujourd'hui, le projet est mature, l'utilisation faite par les collectivités de la région Aquitaine du portail, témoigne de l'utilité du système, d'autant plus appuyé par la récente validation au niveau national (COVADIS) du MCD infrastructures mise en place par la Région Aquitaine.
Pour le moment, l'ambition du portail (en terme de recensement des données télécoms, car ce n'est pas la seule fonctionnalité) est de recenser les données télécoms issues des PFA, des RIP et des SI qui seront mis en place.
Deux limites à ce système :
- Les données issues des opérateurs privés (Pouvant être intégrées dans le modèle en construisant une moulinette mais la pertinence des données et le souci d'actualisation font penser qu'il faille s'en dispenser)
- Les données existantes des RIP. 4 logiciels de gestion de réseaux télécom sont acuellement utilisés : NetGéo -GI (Covage, 9Cegetel, Free), Corolle (Numéricable, Circet), GéoMap, Tigre&103 (FTO,Sofrecom), avec des modéles différents, tous plus riches que celui de Gr@ce (car les logiciels permettent de gérer le réseau finement câble, épissure...)
Il est imaginé qu'il faudra un module d'import (script d'intégration) vers Gr@ce.
D'autres pistes sont envisagées au niveau de l'Aquitaine et qui pourront profiter sur le plan national avec l'étude en cours d'une moulinette qui permettrait d'importer dans Gr@ce les informations des différents RIP gérés par la société Axione. Elle utilise un progiciel métier "Networks" développé à partir d'une solution ESRI (ArcGis.ArcSDE). Cette solution est aussi utilisée par SFR et permettrait donc une plus large actualisation de la base Gr@ce.

4. Tour de table sur les attentes des membres du GT

Rémy Clarac (CCGPSL) :
Le traitement des données de qualités diverses et les données télécoms sont mauvaises. Satisfaction de voir une bdd propre et homogène à l'échelle de la région.
Besoin dans les services: peu de recul, outil d'aide a la décision pour l'installation d'activité.

Laurent Raybaud de NOVAE (Filière TIC du LR) :
NOVAE n'a pas de besoin immédiat, mais est intéressé pour savoir où est le thd, réalise un observatoire sur la structures des entreprises en LR.
Laurent Raybaud tient à nous alerter sur différents niveaux. Premièrement sur l'aspect de la réplication de la base de données qui n'a pas été évoquée, et puis sur l'importance de l'expression des besoins. C'est important de bien définir les besoins. La dimension collaborative n'a pas ete abordée, mais il faut la prendre en compte.
Enfin des remarques sont faites sur la vérification des données injectées dans le système et la prise en compte de versionning.
Réponse : Les règles de sécurité du futur système et des bases de données n'ont pas été évoquées car c'est encore trop tôt à ce stade du projet. Mais il est naturel qu'en temps voulu les aspects liés à la sécurité des données et de leur versioning ne seront pas négligées. Concernant l'exactitude des données injectées, il est à noter que les collectivités restent propriétaires de leur données et qu'une vérification du format et du minimum d'informations requises seront uniquement vérifiées. L'information sur le niveau de précision est prévu dans le modèle de données Gr@ce. La mission est cadrée sur le plan national. Il faut maintenant affiner le besoin de chacun et c'est le but de la réunion.

Philippe Mathonnet (SGAR LR) :
Au niveau de l'Etat, il est important de disposer de cartes à la demande en "presse-bouton" afin d'être en mesure d'accompagner le déploiement THD. Le SIG télécom régional revêt un intérêt pour la mutualisation des coûts et l'optimisation des gains au niveau des aides publiques.

Christophe Bouville (CG66) :
S'interroge sur la possibilité de récupérer les informations liées aux travaux de l'Etat sur les RN -> DRIRE
Question sur les espaces trans-frontaliers: est ce que SIG L-R peut-être l'interlocuteur avec la Généralité de Catalogne ? Andorre sûrement demandeur aussi.
La démarche d'intégration est intéressante, fourniture de plan, cahier des charges à imposer pour avoir les plans de récolement.

Jean-Jacques Ader (CG34) :
Favorable à une mise en place rapide d'un outil comme Gr@ce.Tout ce qui aide a orienter le déploiement de réseau est positif. Favorable également à la diffusion des données qui sont en possession du CG34. Les 154 ZAE de l'Hérault sont toutes fibrées.

Espère également des fonctionnalités de l'outil permettant un affichage simple et une facilité d'impression de configurations pré-établies.
Sur le plan strict du déploiement, il est essentiel d'avoir FTO comme interlocuteur, afin de savoir qui va investir, privée ou public.

Fabrice Urville (PMCA) :
Favorable à la mise en place de l'outil Gr@ce en LR.
Insiste sur le fait que le THD est une demande forte de la part des entreprises d'où le travail de recensement précis des ZAE à effectuer.
Favorable à l'apparition du cahier des charges pour communiquer aux prestataires en vue de l'intégration des fichiers Autocad.

Gabriel Causera (CA Béziers MED) :
SIG L-R est légitime pour recueillir et centraliser l'information liée aux réseaux et cela facilite le travail des collectivités mais représente une charge de travail supplémentaire importante pour SIG L-R.
Favorable également à la mise en place du MCD Gr@ce.
CA Béziers MED vient de mettre en place un cahier des charges pour les plans de récolement issus du réseau "La fibre du Sud". Les livrables rendus sont au format DWG.

Marie-Gil SEPTFONDS (CANM) :
CANM a commencé à récupérer de la donnée de la part de COVAGE. Utilise COROLLE qui est basé sur une bdd complexe et l'extraction vers Gr@ce semble ardue. Le fait que Gr@ce soit validé par la covadis est encourageant et est d'accord pour s'engager vers cette solution.

Sébastien Monté (CG30) :
Le besoin d'information sur les services proposés (type triple play...) est important.. Demande qui remonte également des écoles, hôpitaux et autres organismes publiques.

Marylise Broise (CA Montpellier) :
Rejoint ce qui a précédemment été énoncé. Souligne le travail nécessaire de Sig L-R et sur l'engagement qui doit être pris par les collectivités dans la dynamique Gr@ce..

Vincent CHRISTOPHE (CG48) :
Pense que l'adhésion à la dynamique G@ce est nécessaire et espère qu'une base de données homogène et harmonisée doit naître de ce projet.

5. Objectifs identifiés

- Objectifs identifiés par SIG L-R (voir ppt)
- Fournir un modèle de cahier des charges à délivrer aux bureaux d'études afin de pouvoir intégrer les fichiers AutoCad directement dans le modèle Gr@ce + cahier de charges pour le renseignement des Alvéoles.
- Intégration des opérateurs et gestionnaires de réseaux au GT SIG Télécom :
    - Mettre en valeur la cartographie des réseaux qui pourraient être remise aux opérateurs si ils ne l'ont pas saisi.
    - Centralisation des infos à SIG L-R pour les opérateurs plutôt que de diffuser à N partenaires

6. Conclusion

Cette deuxième réunion qui fait suite à la réunion de "sensibilisation" de Mai 2011, a permis de démontrer l'intérêt général pour travailler ensemble à l'échelle régionale sur le référencement des infrastructures réseaux télécoms.
Certains objectifs avaient été identifiés par SIG L-R et ont été complétés par le groupe de travail.
Il en ressort que le chantier principal du groupe de travail sera la mise en place de la plateforme Gr@ce.
A ce titre, il sera envoyé très prochainement un compte rendu de la journée "Géoréférencement et référencement des infrastructures" organisée le 19 juin en Aquitaine.